

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 22/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **EXTRACTHIVE (ex ABRASIFS DU MIDI)**

1637 Chemin de la Montagne  
84700 Sorgues

Références : D-00176-2023  
Code AIOT : 0006400369

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2023 dans l'établissement EXTRACTHIVE (ex ABRASIFS DU MIDI) implanté 1637 Chemin de la Montagne 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Un incendie a eu lieu à l'été 2022 sur le site. La visite s'inscrit dans ce contexte.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXTRACTHIVE (ex ABRASIFS DU MIDI)
- 1637 Chemin de la Montagne 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Extracitive Ceramics Recycling exploite depuis 2017 sur la commune de Sorgues une usine de recyclage et de valorisation de produits céramiques et réfractaires. Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 septembre 2019.

Cette société a plus précisément repris l'usine exploitée par la société Les Abrasifs du Midi depuis 1965 suite à sa liquidation judiciaire.

Sur une plateforme de près de 3 ha, le site industriel se compose de plusieurs bâtiments. Le périmètre du site s'étend sur environ 8 ha, dans un environnement boisé (au Nord, à l'Est et au Sud).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la situation administrative des installations,
- les règles d'aménagement du site,
- l'incendie survenu en août 2022,
- les moyens de lutte contre l'incendie,
- le suivi des déchets.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Situation administrative – Rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, chapitre 1.2	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 1.5.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 2.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Incendie survenu le 07/08/2022	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 2.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 7.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
7	Suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 8.1.7

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative_Dispositions applicables	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, chapitre 1.1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la reprise en 2017 de l'usine des Abrasifs du Midi par la société Extractive Ceramics Recycling, plusieurs modifications ont été apportées aux installations par le nouvel exploitant, dans une optique de rationalisation du site et d'amélioration continue, notamment en matière de conditions de travail.

Le dernier exploitant, ayant fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire, a laissé en héritage un stock important de déchets de type réfractaire et de déchets liés aux activités exercées, dont les volumes auraient été, semble-t-il, sous-évalués par le repreneur.

L'incendie survenu sur le site en août 2022 a mis en évidence d'une part des difficultés en matière d'accès au site et en moyens disponibles de lutte contre l'incendie et d'autre part, une problématique liée au stock de déchets de réfractaires présents et susceptibles d'aggraver le risque incendie.

L'inspection réalisée le 3 mars 2023, portant sur ces thématiques, a mis en évidence des manquements à la réglementation applicable aux installations, nous conduisant à proposer à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à ses obligations.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative\_Dispositions applicables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, chapitre 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bénéficiaire et portée de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> ... Tous les actes administratifs de la société Les Abrasifs du Midi sont transférés au nouvel exploitant. Les présentes prescriptions annulent et remplacent les prescriptions de l'arrêté du 7 juin 2000.
<b>Constats :</b> Par arrêté préfectoral du 4 janvier 2016, la société Les Abrasifs du Midi a été mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.5.1.6 <i>Conception des bâtiments</i> de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2000. Cet article prévoyait que : les bâtiments de plus de 300 m <sup>2</sup> sont munis d'exutoires de fumée d'une surface au moins égales au 1/100 <sup>ème</sup> de la surface au sol des locaux... Lors de la précédente visite d'inspection du site en date du 28 juin 2017, il a été constaté que l'exploitant n'a toujours pas donné suite à la demande. Il avait été proposé de consulter le SDIS sur la nécessité d'équiper les bâtiments de plus de 300 m <sup>2</sup> de trappes de désenfumage. À ce jour, l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 est opposable. Il annule les prescriptions de l'arrêté du 7 juin 2000. Il ne contient plus de dispositions réglementaires en matière de dispositif de désenfumage. Par conséquent, la mise en demeure devient sans objet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Situation administrative\_Rubriques ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, chapitre 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> <p>Depuis la reprise de l'usine des Abrasifs du Midi par la société Extractive Ceramics Recycling en 2017, certaines activités ont été mises à l'arrêt et des installations ont été déconstruites notamment en raison de leur vétusté.</p> <p>Pour exemple, l'exploitant indique que le four rotatif de séchage de déchets a été démantelé en 2022 et que le stockage de gaz associé a été supprimé (les rubriques n° 2771 régime A et n° 4718-2b régime D deviennent sans objet). L'installation broyeur à boulets a été déconstruite et une nouvelle installation de concassage / criblage a été installée.</p> <p>Un stock restant de déchets d'abrasifs et de réfractaires hérités des Abrasifs du Midi, estimés entre 6 000 et 10 000 tonnes, selon l'exploitant, est présent sur le site, dont une grande majorité se trouve dans la partie boisée au Nord. L'exploitant déclare avoir évacué de l'ordre de 60 t en 2021 et 166 t en 2022.</p> <p>Pour rappel, la durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés. Si les durées d'entreposage sont supérieures, les installations relèvent d'un classement en installations de stockage de déchets sous la rubrique 2760.</p> <p>Ces déchets étant entreposés depuis une durée supérieure à trois ans, l'installation d'Extractive Ceramics Recycling relève d'un classement sous la rubrique n° 2760 qu'il convient de préciser en fonction de la nature des déchets. Une caractérisation de chaque typologie de déchets est nécessaire pour en apprécier le caractère dangereux ou non dangereux et inerte ou non inerte.</p> <p>Cette rubrique n'est pas visée dans l'autorisation préfectorale.</p> <p>Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative de ses installations.</p> <p>Conformément à l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019, un porter à connaissance doit être adressé au Préfet. Il comprendra l'ensemble des justificatifs nécessaires permettant de confirmer le classement actualisé des activités sous les rubriques ICPE correspondantes (facture, bilan des puissances, évaluation des volumes de déchets, caractérisation...).</p> <p>L'exploitant s'appuiera sur la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets élaborée par la Direction générale de la prévention des risques – version du 27 avril 2022 – précisant certaines modalités de classement des activités.</p> <p>Lors de la visite de terrain, il est noté la présence de zones d'entreposage de palettes de bois. L'exploitant positionnera les zones dédiées sur un plan des installations et justifiera que le volume entreposé est inférieur au seuil de la rubrique ICPE n° 1532 relative au stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues (seuil de la déclaration fixé à 1 000 m³).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 1.5.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification du montant des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance,..., ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare avoir fait en interne un inventaire des déchets hérités des Abrasifs du Midi. Les volumes évalués seraient significativement plus importants que les volumes déclarés par le précédent exploitant. Par conséquent, et au vu des conclusions du point de contrôle précédent, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de procéder à une actualisation du calcul des garanties financières liées à l'exploitation de ses installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Règles d'aménagement_Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b> ... L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Les accès et aires de circulation sont correctement revêtus, maintenus en permanence en bon état et dégagés de tout obstacle... Les bâtiments et dépôts sont facilement accessibles par les Services de Secours. Les accès sont aménagés de façon à ne pas imposer de manœuvres à ces véhicules.
<b>Constats :</b> Le 9 août 2022, des personnes du SDIS se sont rendues sur le site pour évoquer la problématique incendie des jours précédents et vérifier l'extinction du feu. Il ressort de leur venue un sujet en matière d'accès au site. Un accès à l'établissement existe au Sud. En revanche, il n'y a pas d'accès opposé à cette entrée principale, ce qui met en difficulté les services de secours pour intervenir dans les meilleures conditions. Par ailleurs, la circulation au sein du site dans la partie Nord boisée n'est pas aisée compte-tenu de l'étroitesse de certaines voies et de par la présence en grande quantité de déchets de réfractaires. Lors de leur venue, les personnes du SDIS ont également soulevé des défauts de clôture. L'exploitant explique que des arbres sont tombés sur la clôture (en limite Est de propriété) à l'été 2022. Il a procédé à des réparations d'urgence des parties de clôture endommagées. Ce dernier est en attente du retour de son assureur pour procéder à la pose d'une clôture définitive. Un devis a été établi. Sur le terrain, il est constaté la présence d'une portion de clôture provisoire qui empêche l'accès au site. Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions techniques applicables à ses installations en matière d'aménagement du site. Afin de prendre en compte le retour d'expérience lié à l'incendie d'août 2022, il apparaît nécessaire de ré-examiner la situation du site au regard de son accessibilité par les services de secours. À cet effet, il est demandé à l'exploitant d'établir des règles d'aménagement en matière d'accès et de voies de circulation interne au site adaptées à ses installations et tenant compte des évolutions du site. Il recueillera ensuite l'avis du SDIS sur ces aménagements. Enfin, ces règles pourront être reprises et prescrites par arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 5 : Incendie survenu le 07/08/2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration et rapport
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, sans dépasser 15 jours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 7 août 2022 un feu mixte de broussailles et sous-bois s'est déclaré au sein du site. Ce feu a détruit une surface de 2 hectares environ (<i>source : le SDIS84</i>).</p> <p>L'exploitant n'a pas estimé nécessaire d'établir un rapport d'incident.</p> <p>Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de transmettre un rapport d'incident relatif à cet événement, comprenant l'ensemble des informations définies par l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une réserve d'eau d'un volume total de 80 m³ située à proximité de l'entrée,</li> <li>• une réserve d'eau d'un volume total de 320 m³ munie de 2 raccords pompiers diamètre 100 mm. Cette réserve sera située à moins de 150 m de tous les bâtiments. Elle sera desservie depuis la voie publique par une voie-engin ayant les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• largeur : 3 m</li> <li>• surcharge : 13 t</li> <li>• rayon intérieur supérieur à 11 m</li> <li>• hauteur libre : 3,5 m</li> <li>• pente inférieure à 15 %.</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La cuve verticale située à l'entrée du site n'est pas utilisée. L'exploitant ne dispose pas des 80 m³ de réserve d'eau à proximité de l'entrée.</p> <p>À l'arrière du bâtiment A au Nord du site, un bassin pompiers est présent. La disponibilité d'un volume total de 320 m³ n'a pas été justifiée. Un seul raccord pompiers est identifié. Ce bassin est clôturé. Le raccord n'est pas aisément accessible en raison d'un manque d'entretien (présence de broussailles).</p> <p>L'exploitant explique que pour lutter contre l'incendie du 7 août 2022, les pompiers se sont ravitaillés préférentiellement à partir du poteau incendie situé à 300 mètres du site, en raison du manque de pression obtenue par l'utilisation du bassin pompiers en place.</p>

<p>Cette problématique de moyens de lutte contre l'incendie a été relevée en août 2022 par les services du SDIS.</p> <p>Le non respect de certaines des dispositions précédentes impose de proposer de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions techniques applicables à ses installations en matière de lutte contre l'incendie.</p> <p>Pour autant, considérant les évolutions du site en termes d'activité et afin de prendre en compte le retour d'expérience lié à l'incendie d'août 2022, il apparaît nécessaire de ré-examiner la situation du site au regard de ses moyens de lutte contre l'incendie. À cet effet, il est demandé à l'exploitant d'évaluer les moyens de lutte contre l'incendie adaptés à ses installations et tenant compte des évolutions du site. Il pourra pour cela s'appuyer sur le guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie – D9. Il recueillera ensuite l'avis du SDIS sur ces propositions. Enfin, ces moyens pourront être repris et prescrits par arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Suivi des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 8.1.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre d'entrée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>... Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité du déchet, les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyse), les modalités de transport et l'identité du transporteur. Il mentionne également le lieu de stockage, le mode de traitement et la destination finale envisagés...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre informatisé d'entrée des déchets a été présenté et commenté.</p> <p>Les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyse) ne figurent pas dans le registre.</p> <p>Par conséquent, il est demandé à l'exploitant de compléter le registre d'entrée des déchets, de façon à ce qu'il contienne l'ensemble des informations exigées au titre de l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant veillera à effectivement renseigner l'ensemble des champs (certaines informations relatives au mode de traitement et à la destination finale sont incomplètes).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites